

PROGRAMME CORÉE SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

Décembre 2023

Découplage ou dérisquage, l'isolement résilient de la Corée du Nord

Antoine Bondaz



Antoine Bondaz est directeur du FRS-KF Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS).

Le Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie vise à permettre une meilleure compréhension des principaux enjeux dans la péninsule coréenne à travers l'organisation de conférences, la publication d'entretiens et d'articles. Ce programme ne se limite pas aux seules relations intercoréennes et entend aborder plus largement la Corée du Sud comme une puissance globale sur la scène internationale. Cette note fait l'objet d'un soutien du ministère de l'Unification sud-coréen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

En octobre dernier, l'auteur évoquait le scénario probable que la Corée du Nord procède « à une forme de découplage diplomatique partiel et sélectif par rapport aux autres pays qui ne sont pas disposés à faire la moindre concession envers la Corée du Nord »¹. Depuis, les ambassades et postes diplomatiques en Angola, au Bangladesh, au Congo, en Espagne, en Guinée, à Hong Kong, au Népal, au Sénégal, et en Ouganda ont été fermés. Notant la détérioration continue des relations entre la Corée du Nord et un grand nombre de pays, pas seulement occidentaux, nous ajoutons que cela conduirait « le régime à prioriser ses relations avec d'autres États », notamment ceux faisant également l'objet de sanctions ou du moins de pressions internationales.

Un article publié par Rudiger Frank il y a quelques jours parle quant à lui d'une nouvelle stratégie de « dérisquage » (*de-risking*) de la part de Pyongyang, reprenant un terme devenu central pour évoquer la nécessité de diminuer la dépendance... de nombreux pays occidentaux à la Chine². Selon cet universitaire autrichien spécialiste du pays, la Corée du Nord chercherait désormais à « éviter les risques plutôt qu'à les gérer » dans le contexte d'un « retour géopolitique à une nouvelle Guerre froide ». Il précise que « l'appartenance à une nouvelle alliance solide avec Moscou et Pékin contribue à compenser les coûts économiques et politiques du retour à une politique économique conservatrice centrée sur l'État et à l'isolationnisme international ». Son analyse se fait sur le temps long et vise à démontrer qu'il y a bien un changement fondamental de la posture de Pyongyang. Force est de constater que la stratégie de Pyongyang évolue, mais l'invasion russe de l'Ukraine ou une « nouvelle Guerre froide » en sont-elles la raison principale ?

Les informations nous arrivant du pays sont parcellaires et le sont encore plus depuis la fermeture de 2020 qui a conduit les ambassades occidentales, les quatre ONG étrangères résidentes – toutes européennes – et les organisations internationales, onusiennes ou non, à retirer leurs personnels. Il est donc difficile d'analyser les raisons des choix nord-coréens, d'autant plus que le régime n'a pas cherché à les argumenter (comme cela a été le cas pour la fermeture récente de certains de ses postes diplomatiques à l'étranger). Toutefois on peut noter deux grandes tendances de fond qui pourraient permettre de mieux comprendre la stratégie nord-coréenne actuelle : son isolement mais aussi sa résilience.

Premièrement, on note une tendance à l'isolement du pays, qui est antérieure à la pandémie et qui est due à trois événements liés : le développement continu des capacités nucléaires et balistiques du pays, le renforcement des sanctions internationales et unilatérales, et l'absence d'intérêt de part et d'autre à la négociation. Le régime nord-coréen poursuit inlassablement son programme nucléaire et balistique malgré les résolutions du Conseil de sécurité et accélère sa modernisation, tant qualitative que quantitative³. Les vecteurs sont diversifiés et dotent le régime d'une capacité sans précédent à gérer une escalade en lui fournissant des options militaires, tout en lui conférant en plus une capacité de nuisance sur les capacités économiques de la Corée du Sud. En effet, le pays se dote de capacités suffisamment précises pour mener des frappes sélectives, limitées et conventionnelles contre des cibles économiques à forte valeur ajoutée industrielle. En réponse, la communauté internationale a adopté une série de sanctions dont la nature a profondément changé à partir de 2016, avec des mesures visant à assécher les sources de devises étrangères du pays (*via* le commerce international, *via* l'envoi de travailleurs à l'étrangers, etc.) et à imposer un coût financier le plus important possible au pays. En parallèle, la période de négociation internationale en 2018 et 2019, marquée notamment par les sommets historiques de Singapour et Hanoi entre les chefs d'État nord-coréen et américain, mais aussi les différents sommets intercoréens, est bel et bien terminée, ce depuis 2020. De plus, l'arrivée au pouvoir d'un président conservateur en Corée du Sud, la hausse

¹ Bondaz Antoine, « Isolement ou intégration ? Le réseau diplomatique nord-coréen », Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie, FRS, octobre 2023.

² Frank Ruediger, « North Korea's De-risking Strategy and Its Implications », *38 North*, 13 décembre 2023.

³ Bondaz Antoine, « La Corée du Nord, un État nucléaire en constante expansion », Programme Corée sur la sécurité et la diplomatie, FRS, décembre 2023.

des tensions intercoréennes, et le désintérêt américain pour une résolution diplomatique de la crise de prolifération nord-coréenne n'offrent pas au régime d'incitation suffisante pour l'amener à tenter de négocier et essayer d'obtenir des concessions.

Deuxièmement, le régime nord-coréen a démontré sa résilience malgré les sanctions internationales mais également malgré la pandémie de la Covid, qui a conduit à un isolement total du pays pendant plus de trois ans. Loin de l'image d'un régime au bord de l'effondrement que les sanctions internationales pourraient contraindre au dialogue, ce dernier a fait preuve d'une solidité et d'une stabilité considérables, ce malgré les sacrifices imposés à la population nord-coréenne. La mise en scène du dirigeant avec sa fille, qu'elle soit l'héritière ou non, vise à démontrer la pérennité du régime dans la durée et à consolider encore un peu plus son caractère dynastique. La réouverture, lente, ne se fait quant à elle qu'en trompe-l'œil car le pays ne relance ses coopérations internationales qu'avec un nombre restreint de pays, les médiatise et les instrumentalise, comme avec la Russie, et les approfondit de façon discrète, comme avec la Chine. Le partenaire prioritaire, et le seul allié, demeure la Chine. Non seulement les deux pays sont encore et toujours dans une situation d'otages mutuels – la Corée du Nord a besoin de la Chine pour ne pas s'effondrer, et la Chine a besoin que la Corée du Nord ne s'effondre pas –, mais la montée des tensions sino-américaines, notamment dans le détroit de Taïwan, accroît fortement la valeur stratégique de Pyongyang aux yeux de Pékin.

Dans ce contexte marqué par à la fois son isolement et sa résilience, le régime nord-coréen semble assumer et exploiter un découplage diplomatique partiel et sélectif, ce d'autant plus qu'il ne voit aucun bénéfice pour l'instant à un engagement plus large. Au contraire, le régime a tout intérêt à accroître massivement ses capacités nucléaires et balistiques, à développer sa capacité de coercition et de nuisance régionale, à démontrer sa résilience sur le plan sociétal et économique, à mettre en scène ses partenariats internationaux, i.e. à envoyer le message politique que le régime peut se permettre son isolement du fait de sa résilience, que le choix est choisi et non subi. Il est d'autant plus important d'essayer d'être en position de force que de nouvelles potentielles opportunités (reprise de négociations internationales) pourraient survenir si, par exemple, le candidat Trump parvenait à être réélu à la présidentielle de novembre 2024. Quel intérêt, dans ce contexte, aurait le régime à montrer la moindre ouverture au dialogue avec les pays occidentaux alors que le pays n'attend aucune concession de leur part et qu'il a tout intérêt, à l'inverse, à s'afficher comme un soutien sans faille à son voisin russe et son allié chinois ? Surtout, quel serait le gain potentiel pour le régime alors que les sanctions internationales limitent les marges de manœuvre de pays occidentaux qui par ailleurs ont de fait rabaissé, dans la liste de leurs priorités internationales, la dénucléarisation de la Corée du Nord, « concurrencée » par la guerre en Ukraine, la guerre à Gaza et les tensions en mer Rouge ?

Il est donc encore trop tôt pour parler d'un changement fondamental dans la stratégie de Pyongyang et il conviendrait d'évoquer plutôt une énième preuve de la flexibilité et de l'adaptabilité d'un régime qui exploite l'environnement international afin d'atteindre son objectif principal : assurer la sécurité politique du régime. Et dans ce contexte, les leviers dont disposent les Européens pour contribuer à la stabilité de la péninsule coréenne et à la dénucléarisation de la Corée du Nord ne cessent malheureusement de se réduire⁴.

⁴ Bondaz Antoine, « From critical engagement to credible commitments: a renewed EU strategy for the North Korean proliferation crisis », *EU Non-Proliferation and Disarmament Paper*, n° 67, EU Non-Proliferation and Disarmament Consortium, February 2020.

FRS - KF PROGRAMME CORÉE
SUR LA SÉCURITÉ ET LA DIPLOMATIE

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE